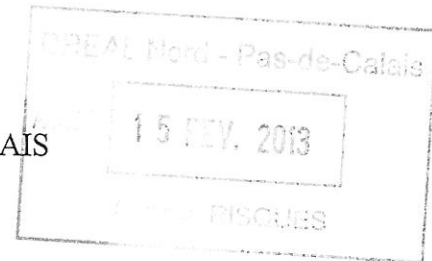


PREFET DU PAS-DE-CALAIS



PREFECTURE
DIRECTION des AFFAIRES GENERALES
BUREAU des PROCEDURES D'UTILITE PUBLIQUE
Section des INSTALLATIONS CLASSEES
DAGE - BPUP - SIC - LL- N°2013 - 46

INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de MOURIEZ

Société UNEAL

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

LE PREFET DU PAS-DE-CALAIS
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l' Environnement ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du 26 janvier 2012 portant nomination de M. Denis ROBIN en qualité de préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 octobre 2010, ayant autorisé la société UNEAL à exploiter un silo de stockage de céréales d'une capacité de 48.693 m3, situé Hameau de Lambus - « Le Buisson à l'Argent » sur la commune de MOURIEZ (62140) ;

VU le rapport de visite de M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, l' Inspecteur des Installations Classées en date du 24 janvier 2013 ;

VU la lettre de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 24 janvier 2013 informant M. le Directeur de la S.C.A UNEAL de la proposition de mise en demeure ;

CONSIDERANT que l'Inspection des Installations Classées a constaté le non respect des dispositions des articles **25.3.2** (nettoyage), **25.4.2** (suivi des conditions d'ensilage des céréales), **27.2** (protection contre la foudre), **27.4** (rapport annuel) et **28.2** (découplage) de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 octobre 2010 susvisé ;

CONSIDERANT qu'il convient de mettre en demeure la Société UNEAL à MOURIEZ de respecter les dispositions des articles **25.3.2**, **25.4.2**, **27.2**, **27.4** et **28.2** de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 octobre 2010 susvisé ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2012-10-11 du 5 mars 2012 modifié portant délégation de signature ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas de Calais

ARRETE

ARTICLE 1^{er}:

La Société UNEAL dont le siège social est situé 1, rue Marcel Leblanc à SAINT LAURENT BLANGY (62054), est mise en demeure de respecter, à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions des articles suivants de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 22 octobre 2010, pour ses installations situées Hameau de Lambus - « Le Buisson à l'Argent » sur la commune de MOURIEZ (62140).

<p><u>ARTICLE 25.3.2 : NETTOYAGE</u></p> <p>« L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières, et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement.</p> <p>Les galeries et tunnels de transporteurs doivent être conçus de manière à faciliter tous travaux d'entretien, de réparation ou de nettoyage des éléments des transporteurs.</p> <p>Les parties de l'installation liées à l'activité de stockage de céréales sont débarrassées régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.</p> <p>La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. En période d'exploitation, l'exploitant réalise journalièrement un contrôle de l'empoussièrement des installations, et, si cela s'avère nécessaire, redéfinit la fréquence de nettoyage.</p> <p>[...]»</p> <p>A ce titre, l'exploitant débarrasse les poussières du sol au niveau de l'accès vers les cellules à poussières.</p>	<p><u>Délais</u></p> <p>15 jours</p>
<p><u>ARTICLE 25.4.2 : SUIVI DES CONDITIONS D'ENSILAGE DES CEREALES</u></p> <p>[..]</p> <p>« La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. A minima, les dispositifs suivants sont mis en place :</p>	<p>1 mois</p>

	Type	Nombre	Report alarme	
Silo vertical n°1	Sondes thermométriques fixes	5 sondes à 7 capteurs par cellule ronde, 1 sonde à 7 capteurs par as de carreau	Oui, sur tableau de commande (sonore et visuelle)	1 mois
Silo vertical n°2	Sondes thermométriques fixes	9 sondes à 7 capteurs par cellule	Oui, sur tableau de commande (sonore et visuelle)	
Cellules B1 et B2	Sondes thermométriques fixes	1 sonde à 3 capteurs	Oui, sur tableau de commande (sonore et visuelle)	
Cellules B3 à B5	Sondes thermométriques fixes	1 sonde à 4 capteurs	Oui, sur tableau de commande (sonore et visuelle)	
Silo plat n°3	Sondes thermométriques fixes	36 sondes à 3 niveaux	Oui, sur tableau de commande (sonore et visuelle)	
<p>Le relevé des températures est périodique, selon une fréquence déterminée par l'exploitant. Les résultats sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.[...] »</p> <p>A ce titre, l'exploitant transmet les actions correctives concernant l'insuffisance des sondes de températures concernant le nombre de sondes des silos 1, 2 et 3.</p>				
<p>ARTICLE 27.2 : PROTECTION CONTRE FOUDRE</p> <p>« Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.</p> <p>Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un État membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.</p> <p>La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées au premier alinéa du présent article fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article intitulé « vérification initiale » de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.</p> <p>[...]»</p> <p>A ce titre, l'exploitant transmet le dernier rapport de vérification des dispositifs de protection contre la foudre.</p>				1 mois

ARTICLE 28.2 : DECOUPLAGE

«Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

Volume A	Volume B	Caractéristiques du découplage entre A et B
Étages de la tour de manutention	Espaces au-dessus des boisseaux B1 à B 5 (niveaux +36 m et +18m)	Portes résistant à une surpression de 100 mbar dans les deux sens aux niveaux +36 m et +18 m
Étages de la tour de manutention	Autres volumes des silos	Portes résistant à une surpression de 100 mbar et s'ouvrant vers la tour
Niveau +18 m au dessus du boisseau B3	Accès vers le séchoir	Portes résistant à une surpression de 100 mbar et s'ouvrant vers la tour
Filtre	Canalisation amont	Clapet

3 mois

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques, excepté si la conception des postes ne le permet pas. Dans ce dernier cas, la justification doit en être apportée. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée.

A ce titre, l'exploitant transmet sous le délai indiqué ci-contre l'échéancier des travaux à l'Inspection des Installations Classées. Les travaux sont réalisés conformément aux engagements de l'exploitant dans l'échéancier transmis.

ARTICLE 2 :

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du Code de l'Environnement.

ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

En application de l'article **R.514-3-1** du Code de l'Environnement :

- la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Lille,
- le délai de recours est de deux mois, à compter de la notification dudit arrêté, pour le demandeur ou l'exploitant et de un an pour les tiers, à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

ARTICLE 4 : AFFICHAGE

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de MOURIEZ et peut y être consultée.

Cet arrêté sera affiché en Mairie de MOURIEZ. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

ARTICLE 5: EXECUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous Préfet de MONTREUIL SUR MER et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. le Directeur de la Société UNEAL dont une copie sera transmise au Maire de MOURIEZ.



ARRAS, le 11 FEV. 2013
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général adjoint
en charge de la Cohésion Sociale,


Luc CHOUCHEKATIEFF

Copies destinées à :

- Société UNEAL - 1, rue Marcel Leblanc - 62054 SAINT LAURENT BLANGY cedex
 - Sous Préfecture de MONTREUIL SUR MER
 - Mairie de MOURIEZ
 - Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (Services Risques) à LILLE
- Dossier
Chrono